

Le Parlement pousse un peu plus Charles Michel vers le vote de confiance

Le Premier ministre remercie la N-VA. L'opposition parlementaire accentue la pression pour obtenir une déclaration gouvernementale et un vote. Les trois partis gouvernementaux n'en veulent pas.

MATHIEU COLLEYN

Premier passage devant les députés de la Chambre pour Charles Michel, depuis son retour de Marrakech. Il était interpellé dans le cadre d'un débat sur «les conséquences du changement de composition du gouvernement». La N-VA a entamé les échanges avec une image. «Le lit de l'adultère est bien rempli», a lancé le chef de groupe Peter De Roover au sujet des consultations politiques menées par le Premier ministre depuis la démission des nationalistes. Charles Michel a pris langue avec la N-VA comme avec les autres partis d'opposition, Vlaams Belang et PTB exclus. Il a répété le credo N-VA vis-à-vis de la politique gouvernementale. «De nouveaux accents sont avancés, Madame De Block parle de nouvelle politique et joint l'acte à la parole. Mais le gouvernement n'ose pas venir devant le Parlement», a-t-il adressé au Premier ministre. La N-VA réclame toujours un vote de confiance.

C'est également le cas du PS qui plaide aujourd'hui ouvertement pour les affaires courantes plutôt que pour un gouvernement menant des réformes à la carte avec le Parlement. «Vous n'êtes plus maître de rien, vous continuez à négocier avec le parti qui vous a mis à genoux», a lancé le chef de groupe socialiste Ahmed Laaouej. Sur le même ton, le cdH réclame une véritable rupture avec les nationalistes, sans qui on voit pourtant mal le gouvernement faire adopter le budget 2019, un vote prévu le 20 décembre. Verts, orange et rouges réclament un vote de confiance comme la N-VA. Un débat sur l'obligation ou non du Premier à demander la confiance est toujours en cours.

Charles Michel n'a pas donné suite à ces

demandes, soutenu par le MR, l'Open Vld et le CD&V. «J'ai entendu ici que des élections anticipées ne seraient pas un choix pertinent», a-t-il entamé. Ce choix donnerait lieu à une situation compliquée, poursuivait-il en substance, indiquant qu'il serait difficile de former un gouvernement fédéral tant que les exécutifs régionaux issus des élections du 26 mai prochain ne seraient pas constitués.

«Ceux qui ne veulent pas d'élections anticipées me poussent à des actes qui me conduiraient soit à l'immobilisme, soit à demander des élections anticipées, un peu de cohérence, s'il vous plaît», a lancé Charles Michel sous le brouhaha de l'opposition.

Entre des élections anticipées et un gouvernement démissionnaire et donc en affaires courantes, «un autre chemin est possible, c'est un chemin qui existe dans 13 autres pays européens», a plaidé le Premier ministre. Avec des gouvernements qui n'ont pas de majorité mais qui sont dans une coopération avec le Parlement, c'est peut-être une chance à saisir. Pour faire quoi? Tenir compte de la réalité quotidienne, répondre aux attentes des gens...»

Il a notamment invoqué le vote du budget 2019, les perspectives liées au Brexit, le vote du budget européen, les enjeux en matière de pouvoir d'achat ou encore le siège de la Belgique au conseil de sécurité de l'ONU pour illustrer la nécessité de maintenir un gouvernement effectif. «Ce gouvernement sera prudent, mais il ne peut être irresponsable, promet le libéral. Ce gouvernement prudent et responsable peut coopérer avec un Parlement actif et engagé pour défendre les intérêts des citoyens.»

La démonstration n'a en rien convaincu l'opposition PS/sp.a, Ecolo/Groen, cdH, Défi, PTB alors que des tractations sont en cours en vue du dépôt d'une motion de défiance

mardi prochain sur initiative du sp.a. Plusieurs partis ont déploré la volonté de Charles Michel de travailler et avec la N-VA et avec les autres partis. «Vous voulez faire votre shopping tantôt dans la boutique de la N-VA pour voter le budget 2019 et ses orientations, tantôt dans celle de l'opposition pour le réhabiliter là où vous avez échoué: équité fiscale, restauration de l'autorité judiciaire, lutte contre le réchauffement climatique», a réagi Olivier Maingain. Le président de Défi a largement critiqué les remerciements à nouveau formulés par Charles Michel à l'égard de la N-VA. «Vous avez encore été humilié aujourd'hui par son chef de groupe qui se moque de votre autorité et des institutions belges», lançait-il.

Nouvelle motion

En attendant, l'opposition PS a pris l'initiative dès mercredi en déposant une motion demandant au Premier à demander la confiance du Parlement, une coutume politique qui n'est en rien une obligation estime le MR. «Nous sommes convaincus que les règles démocratiques et constitutionnelles n'ont pas été respectées», répliquent le PS, le sp.a, les Verts, cdH et Défi dans ce texte commun qui demande que le gouvernement propose son «nouveau programme» et vienne «chercher la confiance du Parlement au plus tard mardi». Une motion qui n'est pas contraignante mais a un poids politique. «Ça sent le sapin», dit-on au PS.

Charles Michel a répliqué que le Parlement disposait d'une arme s'il voulait tester sa confiance vis-à-vis de l'exécutif, la motion de méfiance qui, elle aussi, peut conduire à la démission du gouvernement. Si le Premier persiste à refuser de demander la confiance, un tel scénario est plus qu'en visagé dès mardi prochain.

«Vous n'êtes plus maître de rien, vous continuez de négocier avec le parti qui vous a mis à genoux.»

AHMED LAAOUEJ
CHEF DE GROUPE PS